

12.1 Monnaie - Crédit

À la fin de l'année 2018, l'endettement des **Agents non financiers (ANF) résidents** s'établit à 5 426 milliards d'euros (Md€), en hausse de 4,4 % sur l'année. La dette des **sociétés non financières (SNF)** augmente plus fortement en 2018 qu'en 2017 (+ 6,4 %, après + 4,2 % en 2017). En revanche, la dette des **administrations publiques (APU)** et celle des ménages – y compris les **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)** – progressent moins vite (respectivement + 2,5 %, après + 3,2 % et + 5,2 %, après + 5,5 %). Exprimés en proportion du PIB, les **ratios d'endettement** des SNF et des ménages augmentent en 2018 (respectivement + 2,7 points et + 1,5 point pour atteindre 72,5 % et 59,6 %) ; parallèlement, celui des APU reste stable et s'établit à 98,4 %.

L'encours de crédits des SNF obtenus auprès des institutions financières accélère (+ 6,8 %, après + 5,7 % en 2017). Leur endettement sous forme de titres de créance (valeur nominale) augmente en 2018 (+ 5,8 %, après – 5,3 % en 2017). La part des titres de créance émis par les SNF dans leur endettement total reste stable (34,6 % en 2018, après 34,8 % en 2017).

Le taux de croissance annuel des crédits aux ménages se maintient à un niveau élevé (+ 5,2 % en 2018, après + 5,5 % en 2017), soutenu par le dynamisme du marché de l'immobilier.

L'endettement bancaire des APU reste stable en 2018, après deux années de baisse (+ 0,2 % en 2018, après – 2,9 % en 2017 et – 4,8 % en 2016). Dans le même temps, l'encours de titres de créance – mode principal de financement des administrations publiques – ralentit (+ 2,7 %, après + 6,4 % en 2017). En particulier, la baisse de l'encours de titres de créance à court terme s'accroît (– 13,5 %, après – 2,5 % en 2017).

La croissance de la monnaie et la dynamique du crédit ont ralenti fin 2018. La croissance de la monnaie au sens large a affiché une forte résilience face à la réduction progressive des achats nets mensuels dans le cadre du programme d'achats d'actifs (*asset purchase programme* – APP). Du point de vue des contreparties, les concours au secteur privé sont restés le principal moteur de la croissance de la monnaie au sens large. Dans le même temps, les conditions de financement des banques et du crédit bancaire sont restées favorables. Les émissions nettes de titres de créance par les SNF ont fortement diminué au quatrième trimestre 2018, dans le contexte d'une poursuite de la détérioration graduelle des conditions sur le marché obligataire qui a débuté fin 2017. La croissance du financement externe total à destination des SNF de la zone euro est stable en 2018 autour de 4 %. La croissance des prêts bancaires a été robuste, soutenue par des critères d'octroi toujours favorables et par une nouvelle baisse du coût relatif des prêts bancaires. ■

Définitions

Agents non financiers (ANF) résidents : ensemble regroupant les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les sociétés non financières et les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

Ratios d'endettement : généralement exprimés en pourcentage du PIB, leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions entre les différentes formes d'endettement.

Administrations publiques (APU), agrégats monétaires (M1, M2, M3), dépôt à terme, dépôt à vue, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), sociétés non financières (SNF), taux d'intérêt : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « La monnaie et le crédit progressent fortement en France en 2018 », *Bulletin de la Banque de France* n° 224/5, Banque de France, juillet – août 2019.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Rapport annuel de la Banque de France 2018 », Banque de France, mars 2019.
- « Bulletin économique de la BCE », n° 2, Banque centrale européenne, mars 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Endettement des agents non financiers en 2018

en fin d'année en milliards d'euros

	Encours	18/17 en %
Endettement des agents non financiers	5 426,1	4,4
Ménages et ISBLSM	1 403,3	5,2
Sociétés non financières	1 707,6	6,4
Administrations publiques ¹	2 315,3	2,5
Crédits auprès des Institutions financières²	2 801,0	5,3
Ménages et ISBLSM	1 403,3	5,2
Sociétés non financières	1 116,2	6,8
Administrations publiques	281,6	0,2
Dépôts au passif du Trésor³	40,8	7,1
Financements de marché⁴	2 584,3	3,4
Sociétés non financières	591,4	5,8
Titres de créance à court terme	37,1	0,4
Titres de créance à long terme	554,3	6,2
Administrations publiques	1 992,9	2,7
Titres de créance à court terme	147,6	-13,5
Titres de créance à long terme	1 845,3	4,3

1. Dette publique au sens de Maastricht. 2. Institutions financières monétaires et les autres intermédiaires financiers (organismes de titrisation, etc.).

3. Dépôts auprès du Trésor pour toutes les contreparties autres que les administrations publiques. 4. Financement de marché exprimé ici en valeur nominale, c'est-à-dire en valeur due à l'échéance par le débiteur et non à celle des titres pour leurs détenteurs.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux indicateurs monétaires et financiers en France et dans la zone euro

glissement annuel de déc. à déc. en %

	2015 (r)	2016 (r)	2017 (r)	2018
M1				
Zone euro	10,6	8,8	8,8	6,6
France (contribution)	15,4	10,3	12,8	8,6
M2				
Zone euro	5,3	4,8	5,2	4,3
France (contribution)	7,0	5,5	8,4	6,1
M3				
Zone euro	4,7	5,0	4,7	4,1
France (contribution)	5,2	5,6	6,7	4,5
Crédits au secteur privé				
Zone euro ¹	0,7	2,4	2,9	3,5
France ^{2,3}	3,0	4,9	5,3	6,4

1. Crédits (y c. crédits titrisés, hors opérations vis-à-vis des chambres de compensation) consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant dans la zone euro aux résidents de la zone euro hors IFM et hors APU. 2. Crédits (y c. crédits titrisés) consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant en France aux résidents français hors IFM et hors APU. 3. Non corrigé des effets saisonniers et calendaires.

Note : données corrigées des effets saisonniers et calendaires.

Sources : Banque centrale européenne ; Banque de France.

Dépôts et dépôts à terme

encours fin d'année en milliards d'euros

	2016	2017	2018
Dépôts à vue	847,8	948,7	1 028,4
dont : ménages ¹	381,3	419,4	453,5
sociétés non financières	338,0	396,8	424,0
Comptes sur livret	614,4	642,4	669,6
dont : livrets A et bleus	256,6	268,5	280,5
livrets soumis à l'impôt	176,7	190,4	204,6
Dépôts à terme de 2 ans ou moins	134,0	127,0	124,0
Dépôts à terme de plus de 2 ans	504,3	477,6	474,2
dont ménages ¹	334,5	339,2	340,8
dont plans d'épargne logement	259,0	270,1	276,4

1. Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Note : dépôts des non-IFM hors administrations centrales.

Source : Banque de France.

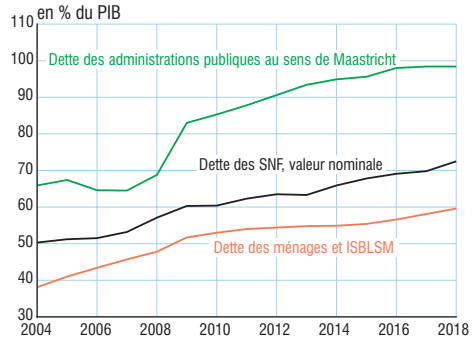
Crédits des établissements de crédit implantés en France à des résidents français

encours fin d'année en milliards d'euros

	2016	2017	2018
Crédits aux résidents par secteur bénéficiaire			
Secteur privé (y c. titrisation)	2 323,0	2 435,3	2 583,0
Administrations publiques	211,3	208,1	210,3
Total	2 534,4	2 643,4	2 793,2
Crédits aux sociétés non financières			
Investissement	638,5	679,4	719,6
Trésorerie	216,3	227,2	240,5
Autres objets	57,3	58,0	59,4
Total	912,1	964,6	1 019,5
Crédits aux ménages			
Habitat	997,8	1 058,3	1 119,8
Trésorerie	173,1	182,8	193,0
Autres objets	87,2	87,0	85,7
Total	1 258,1	1 328,1	1 398,5

Source : Banque de France.

Ratios de dette des agents non financiers de 2004 à 2018



Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux d'intérêt à court et à long terme par pays

taux moyen annuel en %

	2016	2017	2018
France			
Court terme	-0,26	-0,33	-0,32
Long terme	0,46	0,81	0,78
Zone euro			
Court terme	-0,26	-0,33	-0,32
Long terme	0,93	1,17	1,27
Royaume-Uni			
Court terme	0,50	0,36	0,72
Long terme	1,31	1,24	1,46
États-Unis			
Court terme	0,64	1,15	2,19
Long terme	1,84	2,33	2,91
Japon			
Court terme	0,07	0,06	0,07
Long terme	-0,07	0,05	0,07

Note : les taux interbancaires à trois mois (taux à court terme) sont identiques pour tous les pays de la zone euro. Les taux à long terme sont les taux se référant au rendement des obligations d'État.

Sources : Banque de France ; OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard